

Le gouvernement actuel se lance dans une politique que n'a jamais adoptée aucun autre gouvernement canadien. Il s'est servi de l'argent des contribuables pour payer des gens afin de les radier de la liste des chômeurs. C'est ce qu'il a fait—il les a payés pour les rayer de cette liste. Vous pouvez dire au gouvernement que vous êtes souple et que vous acceptez de changer d'endroit. Vous deviendrez alors admissible à une subvention d'aide puisque le gouvernement tient à vous enlever de la liste des chômeurs. Peu importe si le projet est productif, s'il constituera un apport au produit national brut. Une seule chose intéresse le gouvernement: ses réalisations à la veille des élections.

**Des voix:** Bravo!

**M. Danforth:** Les Canadiens le savent bien. C'est pourquoi nous sommes en train de discuter de la question. Il est certain que l'opposition n'a pas toujours raison, mais elle n'a pas non plus toujours tort.

**Des voix:** Bravo!

**M. Danforth:** Nous nous offusquons de l'attitude arrogante du gouvernement qui déclare que tout ce qu'il fait est juste et qu'il n'y a pas à revenir là-dessus. C'est l'attitude du gouvernement qui est à l'origine de nos problèmes actuels. Le gouvernement ne reconnaîtra pas la vérité simple, c'est-à-dire qu'il peut avoir tort et que toutes ses politiques ne sont pas nécessairement justes.

Les députés du gouvernement disent que les Canadiens n'ont jamais connu meilleure situation. Je pense, au contraire, qu'ils n'ont jamais été aussi peu certains de leur avenir comme ils le sont à l'heure actuelle. Le ministre a déclaré que les Canadiens consacrent plus d'argent que jamais aux biens de consommation. Nous savons pourquoi. Étant donné les politiques fiscales du gouvernement, rien ne sert d'épargner. Plus on épargne, plus le gouvernement soutire des sommes épargnées. Rien d'étonnant à ce que les Canadiens disent: «Autant vivre aujourd'hui car demain, nous serons persécutés».

**M. Hugh James Faulkner (secrétaire parlementaire du secrétaire d'État):** Monsieur l'Orateur, l'apport du député a été un modèle du genre, bien que je ne sache pas exactement de quel genre il s'agit. Certes, c'est un indice du style que le député empruntera constamment pendant sa campagne électorale, il faut bien s'y attendre, mais, je lui rappelle qu'il s'adresse aujourd'hui à la Chambre des communes où nous étudions une motion précise. Il a peut-être voulu suivre l'exemple douteux du député de Prince Edward-Hastings (M. Hees) qui a fait montre, je suppose, d'une grande perspicacité politique en évitant tout simplement de traiter de la question à l'étude.

La motion est précise. Elle déclare que les programmes d'encouragement du gouvernement n'ont pas réussi.

**M. Danforth:** Mais ils ont réussi.

**L'hon. M. Hees:** Bravo!

**M. Faulkner:** C'est naturellement tout à fait caractéristique de l'attitude de l'opposition, qui s'attache à accuser sans répit le gouvernement, du commencement à la fin, pour tout ce qui est réalisé. Je suggère à l'opposition, pour se rendre quelque peu crédible, qu'elle pourrait assurément, une fois en quatre ans, reconnaître que le gouvernement a peut-être accompli quelque chose de bien.

Aujourd'hui encore, l'opposition a prononcé une accusation négative et morne du gouvernement et de ses pro-

[M. Danforth.]

grammes. Cela m'a intéressé de voir avec quel soin les députés d'en face évitaient de parler des programmes de subventions d'encouragement, la question dont nous sommes saisis. Il se trouve que la circonscription que je représente est industrielle. Peterborough compte plusieurs usines importantes, dont celles qui appartiennent aux sociétés Canadian General Electric, Outboard Marine et De Laval Fisher Gauge et qui sont exploitées par elles. J'ai réclamé énergiquement qu'on accorde davantage de subventions d'encouragement. Je l'ai fait depuis mon arrivée ici en 1965 et je me rappelle encore les discussions en comité à l'époque. Nous soutenions que le gouvernement devrait aider le secteur de fabrication secondaire. C'est ce qu'il a fait, et avec d'assez bons résultats. Personne de ce côté-ci de la Chambre n'a dit, comme a essayé de le laisser entendre le député de Kent-Essex (M. Danforth), que tous ces programmes sont parfaits ou qu'on ne pourrait pas les améliorer. Je le répète, aucun de nous ne l'a dit. Laissons donc ces bêtises de côté et qu'on les conserve pour les estrades et les plateformes de campagne électorale car assurément ce sont des bêtises. La Chambre des communes n'est pas la place pour de telles sottises.

**Des voix:** Bravo!

**M. Danforth:** Le député n'a pas écouté le ministre.

**M. Faulkner:** Au cours des quatre dernières années, le gouvernement actuel, par ses programmes de stimulation, s'est efforcé d'aider le secteur de la fabrication secondaire à devenir plus efficace et plus concurrentiel afin qu'il puisse se tailler une place sur les marchés d'exportation et fournir le niveau d'emploi que nous voulons pour les Canadiens. Si l'opposition soutient que ces programmes n'ont pas réussi, il lui appartient de démontrer où ils n'ont pas réussi. De quels programmes parle-t-elle? Quels programmes le motionnaire a-t-il mentionnés? Aucun. C'était un de ces discours en l'air, vagues, flous et confus destinés à la tribune.

• (1730)

Qu'est-ce que l'opposition pense de certains de ces programmes? Par exemple, qu'est-ce qu'elle pense du programme d'aide générale de transition? Devrions-nous abandonner ce programme? Ou devrait-il être révisé et, dans l'affirmative, de quelle façon? Et que penser du programme BEAM? Je me souviens du jour où il a été instauré par le président du Conseil du Trésor (M. Drury) aux applaudissements de l'opposition. On ne l'a pas mentionné cet après-midi; on n'a pas dit comment on pourrait l'améliorer.

Que penser du programme qui prévoit la remise de droits sur les machines importées pour aider nos fabricants? Est-ce un programme qui devrait être abandonné? Ou devrait-il être révisé? Pas un mot, pas de suggestion ou de conseil de la part de l'opposition. Que pense-t-elle des programmes qui ont pour but d'augmenter la productivité? Il s'agit ici d'un programme d'encouragement mis au point par le ministère de l'Industrie et du Commerce. Faudrait-il annuler ce programme ou le modifier? Une fois de plus, silence complet.

En qualité de représentant d'un important secteur industriel de l'économie et de député qui a toujours préconisé une aide plus importante du gouvernement et, comme j'ai toujours dit être en faveur de programmes comme le programme d'avancement de la technologie et les programmes de la loi stimulant la recherche et le développement scientifiques, j'estime que c'est une excellente façon de dépenser les recettes fiscales. Je n'hésite-